

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 07/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

2B RECYCLAGE (ex Ecocentre Blanchard)

lieudit Misengrain
Noyant la Gravoyère
49520 Segré-en-Anjou Bleu

Références : N3-2023-81-RapportInspection
Code AIOT : 0006304774

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2023 dans l'établissement 2B RECYCLAGE (ex Ecocentre Blanchard) implanté 8 Rue Pierre et Marie Curie ZAC de la Noë Bachelon 44430 LE LOROUX BOTTEREAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite conduite dans le cadre du suivi d'une mise en demeure de 2021 prise à l'encontre de l'ancien exploitant (société BLANCHARD TP), liquidé au cours de l'année 2022. L'établissement a été repris par la société 2B RECYCLAGE qui a engagé des travaux de remise en exploitation et de modernisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 2B RECYCLAGE (ex Ecocentre Blanchard)
- 8 Rue Pierre et Marie Curie ZAC de la Noë Bachelon 44430 LE LOROUX BOTTEREAU
- Code AIOT : 0006304774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site compte un centre de tri-transit et traitement de déchets non dangereux et de déchets du

BTP ainsi qu'une déchetterie professionnelle

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Levée de l'arrêté de mise en demeure du 20/08/21

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Risque incendie | AP de Mise en Demeure du 20/08/2021, article 1 | / | Sans objet |
| 3 | Prévention de la pollution des eaux | AP de Mise en Demeure du 20/08/2021, article 3 | / | Sans objet |
| 4 | Prévention de la pollution des eaux | AP de Mise en Demeure du 20/08/2021, article 4 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|--|--|-------------------|
| 2 | Risque incendie | AP de Mise en Demeure du 20/08/2021, article 2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En raison de l'ampleur des travaux de remise en état, sous-estimés à l'origine, toutes les non-conformités qui avaient justifié la mise en demeure du 20/08/21 n'ont pu être levées. Après l'évacuation des déchets non dangereux, deux d'entre elles (installation d'un séparateur d'hydrocarbures et évacuation du bois) le seront sous dix jours. Pour la dernière, le confinement des eaux d'incendie, une étude à l'échelle du site est engagée pour prendre en compte l'intégralité de la gestion des eaux du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 20/08/2021, art. 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, réduction des dépôts de matières combustibles |
| Prescription contrôlée – Réalisation d'emplacements spécifiques et de séparation des stockages de palettes, bois d'oeuvre, bois de démolitions et bois végétaux |
| <p>Constats – L'objectif recherché est la séparation des catégories de bois en dépôts de taille limitée pour réduire les risques de propagation et l'ampleur d'un sinistre. Les constats faits au cours de la visite montrent que les bois traités, broyés en attente de livraison aux chaufferies biomasse, sont entreposés en un tas de quelques centaines de mètres cubes, à l'écart des bois en attente de traitement. Ces plaquettes sont évacuées au fil de leur production.</p> <p>Les bois bruts, en attente de broyage, sont regroupés par catégories mais leurs dépôts respectifs sont proches, voire au contact, et constituent un volume unique.</p> <p>Depuis la reprise de l'établissement, au mois de juillet 2022, l'exploitant déclare ne pas avoir remis le site en exploitation, exceptions faites de quelques lots de bois provenant d'acteurs locaux pour un volume de moins d'environ 3 250 m³ (650 t), mais s'être focalisé sur son nettoyage et sa remise en état. Le volume de bois, présents lors de la reprise, était de 2 650 m³. L'état des stocks, enregistré à la date du 31/12/22, laisse apparaître que le volume de bois n'était plus que de 6 000 m³, pour une autorisation de 10 200 m³.</p> <p>L'exploitant poursuit ses campagnes de broyage de bois brut (préparation de plaquettes biomasse) et de bois B valorisés chez les paneautiers, qu'il évacue au fil de l'eau. Il indique qu'elles seront achevées sous 10 jours.</p> <p>A date, l'objectif de maîtrise des risques n'est pas atteint (absence d'ilotage notamment sur le bois brut), mais sera respecté sous 10 jours, ce qui rendra l'exploitation conforme dispositions de l'art. 1 de l'APMD du 20/08/21.</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs (photos, état des stocks...) d'exécution des travaux dans sa réponse au rapport de visite.</p> |
| Observations – L'exploitant a déclaré, qu'à l'issue de sa campagne de préparation des plaquettes de bois, il engagera les travaux de modernisation du site, d'un montant supérieur à 1 M€ qui s'échelonneront jusqu'en juin 2023. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Risque incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 20/08/2021, art. 2 |
| Thème(s) : Risque accidentel, Réduction des quantités de déchets combustibles |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Visite du 22/06/21 |
| Prescription contrôlée – Limitation des quantités de déchets non dangereux non inertes (DNDNI) à celle prescrite, autorisée à hauteur de 90 m ³ . |
| <p>Constats – L'exploitant a présenté un état de la situation au 25/01/22, au moment de la reprise du site, qui fait apparaître un volume entreposé de 9 200 m³, soit 5 800 t de DNDNI. L'état des stocks présenté, enregistré à la date du 31/12/22, affiche un volume de 90 m³. Les constats faits pendant l'inspection confirment cette évolution favorable de la situation.</p> <p>Ces constats répondent aux dispositions de l'art. 2 de l'APMD du 20/08/21.</p> <p>En outre, la présentation de l'état des stocks répond aux dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté d'autorisation complémentaire du 07/07/22.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Pollution des eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 20/08/2021, art. 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur d'hydrocarbures |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Visite du 22/06/21 |
| Prescription contrôlée : Mise en place d'un décanteur - séparateur d'hydrocarbures pour le traitement des eaux provenant du rotoluve. |
| <p>Constats – L'exploitant a présenté un bon de commande pour un décanteur – séparateur d'hydrocarbures dont l'installation est programmée pour le début du mois de février 2023, visant à traiter les eaux de ruissellement issues du lavage des roues de camions quittant le site.</p> <p>Ces constats répondent aux dispositions de l'art. 3 de l'APMD du 20/08/21. L'exploitant transmettra des photos d'exécution des travaux dans sa réponse au rapport de visite.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 20/08/2021, art. 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée – Mise en place d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction |
| <p>Constats – A date, le bassin de confinement des eaux d'incendie n'est pas construit mais fait partie de l'étude plus globale relative à la gestion de l'eau que l'exploitant engage à l'échelle du site. Une demande d'accompagnement par l'Agence de l'eau a été faite.</p> <p>Le constat fait ne répond pas aux dispositions de l'art. 4 de l'APMD du 20/08/21. Pendant l'inspection, l'exploitant a présenté un bilan des travaux réalisés et restant à faire afin de remettre l'établissement dans un état satisfaisant de fonctionnement. Considérant l'ampleur de la tâche, le délai initialement proposé par l'exploitant (échéance du 31/10/22) et repris dans l'arrêté du 07/07/22 s'avère insuffisant pour que les travaux soient conduits dans des conditions pérennes et satisfaisantes.</p> <p>L'étude évoquée sera conduite à l'échelle du site. Elle intégrera le périmètre de l'étude demandée au titre de l'art. 5.1 de l'arrêté d'autorisation du 07/07/22 relatif à la réduction de la consommation d'eau ainsi que la révision du tracé des réseaux, la dimensionnement des traitements des eaux pluviales des autres surfaces du site, du bassin de régulation des eaux pluviales et du bassin de confinement des eaux d'incendie.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le cahier des charges de l'étude, les bons de commande au bureau d'études ainsi que les délais d'exécution des investigations et, le cas échéant, la note d'acceptation de soutien de l'Agence de l'eau.</p> |
| <p>Observations – L'accompagnement par l'Agence de l'eau ne conditionne pas la conduite de l'étude, même si l'exploitant attend la réponse définitive à sa demande d'aide avant d'engager toute démarche conformément aux règles d'obtention des aides de l'Agence. Outre l'aspect financier, l'exploitant considère que le soutien de l'Agence de l'eau lui permettrait de bénéficier de son expertise technique. Ainsi, les travaux qui découleront de cette étude répondront à globalement à toutes les problématiques relatives à la gestion de l'eau (art 5.2 de l'AP du 07/07/22).</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |